



**MARCHE N° 25-012OVE  
CCAP**

# **Centre national des Œuvres Universitaires et scolaires**

## **Observatoire national de la vie étudiante**

---

[60 boulevard du lycée - 92170 Vanves]

### **MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

#### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**REALISATION D'UNE ENQUETE MENEES PAR L'OBSERVATOIRE  
NATIONAL DE LA VIE ETUDIANTE ET D'UNE APPLICATION DE  
GESTION D'UN QUESTIONNAIRE EN LIGNE**

Marché passé en Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2  
1° et R. 2161-2 à R. 2161- 5 du Code de la commande publique.

## 1. TABLE DES MATIERES

---

1.	TABLE DES MATIERES .....	2
2.	1. OBJET du marché .....	4
3.	2. Allotissement .....	4
4.	3. Dispositions générales .....	4
5.	4. DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHE .....	5
6.	5. CARACTERISTIQUE ET DESCRIPTIF DES PRESTATIONS .....	5
7.	6. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	6
8.	7. Obligations du Titulaire .....	6
	7.1. Protection de la main d'œuvre .....	6
	7.2. Réparation des dommages .....	6
	7.3. Assurances .....	7
	7.4. Autres obligations .....	7
	7.4.1. Obligations relatives à la sous-traitance .....	7
	7.4.2. Confidentialité .....	7
8.	MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION .....	8
	8.1. Modifications relatives au titulaire .....	8
	8.2. Modifications des prestations .....	8
9.	CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE .....	9
	9.1. Opération de vérification .....	9
	9.2. Réception .....	9
	9.3. Ajournement .....	9
	9.4. Réfaction .....	9
	9.5 Rejet .....	10
10.	CHANGEMENT D'INTERVENANT A L'INITIATIVE DU TITULAIRE .....	10
11.	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) .....	10
12.	PRIX .....	12
	13.1. Nature et contenu des prix .....	12
	13.2. Variation des prix .....	12
13.	VERSEMENT DE L'AVANCE AU TITULAIRE .....	12
14.	MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION .....	12
	14.1. Modalités de paiement .....	12
	14.2. Acomptes .....	13
	14.4. Régime et délais de paiements .....	13
	14.5. Intérêts moratoires .....	13
15.	ENGAGEMENTS DU CANDIDATS EN MATIERE DE RESPONSABILITE SOCIETALE (RSE) .....	14
	15.1. Engagements sociaux du Titulaire (lots 1, 2 3 et 4) .....	14
	15.2. Engagements environnementaux du Titulaire (lot 3) .....	14

<b>16. PENALITES .....</b>	<b>14</b>
<b>16.1. Pénalités pour travail dissimulé.....</b>	<b>15</b>
<b>16.2. Pénalités de retard .....</b>	<b>15</b>
<b>16.3. Pénalité pour absence aux rendez-vous .....</b>	<b>15</b>
<b>17. DOCUMENTS A FOURNIR PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>15</b>
<b>18. NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES.....</b>	<b>17</b>
<b>19. RESILIATION .....</b>	<b>17</b>
<b>20. LITIGES .....</b>	<b>17</b>
<b>21. DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>17</b>

## **2. 1. OBJET DU MARCHÉ**

---

Le marché a pour objet la réalisation de travaux inhérents à l'édition 2026 d'une enquête menée par l'Observatoire national de la vie étudiante et d'une application de gestion d'un questionnaire en ligne relative aux conditions de vie des étudiants en France.

## **3. 2. ALLOTISSEMENT**

---

Le présent marché est alloti conformément au disposition de l'article L.2113-10 du code de la commande publique.

Les prestations sont ainsi décomposées en 4 lots, de la façon suivante :

**Lot n°1** : Relances téléphoniques des établissements d'enseignement supérieur en vue du transfert de leurs fichiers de contact des étudiants à l'OVE

**Lot n° 2**: Conception, test et gestion d'un questionnaire en ligne à partir d'un questionnaire fourni par l'OVE, gestion des relances mail et suivi des réponses et adresses erronées (NPAI)

**Lot n° 3** : Impression et routage des courriers et cartes de rappel adressés aux étudiants (avec gestion active des NPAI)

**Lot n° 4** : Nettoyage du fichier informatique, codification des questions semi-ouvertes, construction de nouvelles variables et traitement des données

## **4. 3. DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **3.1 - Forme du marché**

Le présent marché est mono attributaire pour chaque lot.

Les prix du marché sont mixtes :

Les Lots 2 et 4 conclus à prix forfaitaires, sur la base des éléments portés dans l'annexe à l'acte d'engagement, portant cadre financier (onglet DPGF).

**Lot 1 (marché à bons de commande)** : montant minimum de 0 € HT et avec un montant maximum de 25 000€ HT.

**Lot 3 : (marché à bons de commande)** : montant minimum de 0 € HT et avec un montant maximum de 100 000 € HT.

Les montants sont déterminés pour toute la durée du marché.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire du marché. Ils précisent parmi les prestations décrites dans le contrat, celles dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité. Les bons de commande porteront sur une ou plusieurs prestations définies dans le bordereau des prix unitaires.

### **3.2 - Durée du marché**

Le marché débute à sa date de notification pour toute la durée des prestations, jusqu'à leur complète réception sans réserve par le Pouvoir Adjudicateur. .  
La durée est estimée à un an et un mois.

La date prévisionnelle de démarrage est fixée au 3 novembre 2025.

Le marché ne fera pas l'objet de reconductions.

### **3.2.3 - Délai d'exécution des prestations**

Pour les lots 1 et 3, le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande par le titulaire.

A titre indicatif les délais sont indiqués en annexe n° 1 du CCTP

L'émission des bons de commande ne peut pas excéder la durée du marché.

Néanmoins, conformément à l'article R.2162-5 à 6 du code de la Commande Publique, l'exécution des bons de commande émis avant le terme du marché pourra se prolonger au-delà de la limite de validité du marché dès lors que la durée de validité du dernier bon de commande ne pourra pas être supérieure à 6 mois à compter de la date d'échéance du marché et dès lors que l'exécution de ces bons de commande n'a pas pour effet de méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

## **5. 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHÉ**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - Annexe 1 portant cadre financier (Bordereau des prix Unitaires et Décomposition du Prix Global et Forfaitaire)
  - Annexe 2 relative aux engagements sociaux du candidat (tous les lots)
  - Annexe 3 relative aux engagements environnementaux du candidat pour le lot 3
2. Les bons de commande au fur et à mesure de leur notification pour les lots 1 et 3 ;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et l'annexe RGPD,
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
5. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. Le cadre de réponse technique et/ou le mémoire technique remis dans l'offre du titulaire.

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées par avenant. Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification implique la remise au titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé et de son annexe. Il ne sera pas remis de copie de l'offre technique du titulaire (mémoire technique...) ni du CCAP et du CCTP. La version de ces derniers qui fait foi est celle conservée par le pouvoir adjudicateur.

## **6. 5. CARACTERISTIQUE ET DESCRIPTIF DES PRESTATIONS**

---

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure l'exécution des prestations décrites au CCTP.

Toutes les demandes d'information entre le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur, question et réponse, se font par écrit, de préférence sous forme d'un message électronique avec AR.

## **7. 6. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

L'exécution des prestations de chaque lot se fait prioritairement dans les locaux du titulaire. Exceptionnellement dans les locaux du Cnous, notamment en cas de réunion.

## **8. 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

### **7.1. Protection de la main d'œuvre**

Le Titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (Modifié par la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013 - art. 83), toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

A défaut de respecter les obligations qui découlent des premier et troisième alinéas du présent article ou, en cas de poursuite du contrat, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, la personne morale de droit public est tenue solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L. 8222-2, dans les conditions fixées à l'article L. 8222-3.

### **7.2. Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause.

Le Titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **7.3. Assurances**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG-FCS

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **7.4. Autres obligations**

#### **7.4.1. Obligations relatives à la sous-traitance**

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché.

#### **7.4.2. Confidentialité**

Le Titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat.

## **8. MODIFICATION DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION**

---

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

### **8.1. Modifications relatives au titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le Pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du Pouvoir adjudicateur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir adjudicateur.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger ;
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail ;
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire ;
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire ;
- Un extrait original du registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire ;
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le Pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant conclu entre le Pouvoir adjudicateur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

### **8.2. Modifications des prestations**

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier la masse initiale des prestations, à la hausse ou à la baisse, en cours d'exécution du marché, sur la base d'une proposition financière du titulaire accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut ainsi ajouter, retirer ou modifier des éléments. En cas de modification des prestations, l'incidence financière sera calculée selon la règle de proportionnalité.

Ces modifications ne devront pas avoir pour effet de changer la nature globale du contrat. Dans le cas contraire, et conformément à l'article L.2195-6 du Code de la commande publique, le marché public pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

A cet égard, le titulaire adressera au Pouvoir adjudicateur le détail des mesures proposées avec leur coût détaillé. Une rencontre sera alors organisée afin de déterminer les mesures qui peuvent être



retenue en vue d'une modification des clauses contractuelles et leur impact financier. Un avenant sera alors rédigé et contractualisé.

Enfin, le présent marché peut être modifié en cas de changement d'indice INSEE et dans les cas listés aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique.

## **9. CONSTATATION DE L'EXECUTION ET GARANTIE**

---

### **9.1. Opération de vérification**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Il est fait application de l'article 28 du CCAG FCS.

### **9.2. Réception**

Il est fait application de l'article 30 du CCAG FCS. A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans le délai prévu de deux semaines, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si le pouvoir adjudicateur du marché ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux besoins et à la demande du pouvoir adjudicateur. L'admission prend effet à la date de notification de la décision de réception au titulaire.

### **9.3. Ajournement**

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans les délais prescrits par le pouvoir adjudicateur.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai prescrit par le pouvoir adjudicateur.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

### **9.4. Réfaction**

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les délais prescrits par le pouvoir adjudicateur suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir admise. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **9.5 Rejet**

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux besoins et à sa demande et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai prescrit par le pouvoir adjudicateur à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

## **10. CHANGEMENT D'INTERVENANT A L'INITIATIVE DU TITULAIRE**

---

Le Titulaire désignera un référent. Le Titulaire pourra également désigner dans son offre les remplaçants chargés d'effectuer les prestations seulement en cas d'indisponibilité du référent.

La bonne exécution de la prestation dépend ainsi de l'équipe affectée par le titulaire à l'exécution du marché. Pendant toute la durée d'exécution, le titulaire s'engage à maintenir l'expérience, la compétence du personnel affecté au projet et en cas de changement de personnel, à assurer le transfert de compétence afin de garantir la continuité et la qualité équivalente de la prestation.

En cas de départ d'un des membres de l'équipe, le Titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise et devra communiquer, dans un délai de 15 jours ouvrés après avoir averti le pouvoir adjudicateur, le nom du remplaçant, ses coordonnées et son curriculum vitae où sont indiquées son expérience et ses qualifications professionnelles au référent Cnous.

## **11. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

---

Dans le cadre de ce marché, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions de la loi informatique et libertés et le règlement RGDP (règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016) en les appliquant à l'exécution du présent marché. Il doit aussi suivre les recommandations de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et des institutions européennes. Le Pouvoir Adjudicateur reste propriétaire des données, le Titulaire ne pourra pas en faire un usage autre que l'utilisation strictement inscrite dans les prestations découlant de l'objet du marché.

Si le Pouvoir adjudicateur demande la destruction des données, le Titulaire fournira un certificat de destruction totale et intégrale des données personnelles obtenues dans le cadre du présent marché. La finalité principale du traitement vise à la réalisation d'une enquête nationale sur les conditions de vie des étudiants en France. Le sous-traitant agit pour le compte du responsable du traitement ce qui implique qu'il devra se conformer aux directives et orientations de ce dernier relatives au traitement.

Des sous-finalités peuvent être ajoutées à condition d'être compatible avec la finalité principale.

#### **9. Obligations du sous-traitant**

Le sous-traitant s'engage à respecter toutes les obligations incombant au sous-traitant prévues à l'article 28 du RGPD, notamment à :

- Traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalité(s) définies dans le cadre du marché et aux conditions du présent marché décrites au 1 de l'annexe RGPD du présent marché (au présent Cahier des clauses administratives particulières) ;
- Prendre les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité et l'accès encadré aux données ;
- Ne recourir à un sous-traitant ultérieur qu'après l'autorisation écrite et spécifique du responsable de traitement et dans les conditions décrites au 2 de l'annexe RGPD ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

#### **10. Droits de la personne concernée**

Les Parties au marché s'engagent à respecter minutieusement les dispositions du Chapitre III du RGPD traitant notamment du droit d'information des personnes concernées et de l'exercice de leurs droits.

#### **11. Entraide des Parties**

Les Parties au marché s'engagent à s'aider, notamment par l'échange dans les meilleurs délais de toutes les informations relatives à :

- un risque, une tentative de violation ou une violation avérée des données à caractère personnel ;
- la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **12. Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes prévues par l'article 32 du RGPD et ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ; Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel.

#### **13. Délégué à la protection des données**

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

#### **14. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant les informations listées dans l'article 30 du RGPD et au 3 de l'Annexe RGPD.

#### **15. Documentation**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits. Le Cnous se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

#### **16. Durée**

Le traitement est prévu pour la durée de la mission. A la fin du traitement le sous-traitant devra éliminer les données personnelles récoltées de sa base de données.

## 12. PRIX

---

### 13.1. Nature et contenu des prix

**Les prix du marché sont traités à prix forfaitaire pour les lots 2 et 4** sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe 1 à l'acte d'engagement), et à **prix unitaires pour les lots 1 et 3** sur la base d'un bordereau des prix unitaires (annexe 1 à l'acte d'engagement),

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, et les marges bénéficiaires.

### 12.2. Variation des prix

Les prix du marché sont **fermes et non actualisables** sur les lots 1, 2 et 3 sur la totalité de la durée du marché.

Pour le lot 4, le prix sera ferme et actualisable, conformément aux articles R. 2112-10 et R2112-11 du Code de la commande publique.

## 13. VERSEMENT DE L'AVANCE AU TITULAIRE

---

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la Commande Publique.

Si le titulaire n'a pas renoncé à l'avance, celle-ci ne lui est due que pour le marché ou les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est calculé de la manière suivante :

- si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.;
- si la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois;
- si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, ce montant est porté à 10%.

## 14. MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

---

### 14.1. Modalités de paiement

Lorsque le Titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement après contrôle de la facture et émission du service fait.

Depuis le 1er janvier 2020 le dépôt de la facture est obligatoire pour l'ensemble des entreprises françaises travaillant avec l'état. Aussi toute facture qui n'aura pas fait l'objet d'un dépôt sur le portail Chorus Pro sera réputée non reçue par l'administration et ne pourra donner lieu à une demande d'intérêts moratoires pour défaut de paiement dans le cadre du DGP.

Les factures doivent être envoyées à l'adresse suivante : sur le portail ChorusPro sous forme dématérialisée (PDF ou saisie directe sur Chorus) : <https://Chorus-pro.gouv.fr> .

Conformément à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la facture électronique doit comporter outre les mentions légales les éléments suivants :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ainsi que le numéro de marché ou de contrat ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- 12° Les livrables attendus le cas échéant ;
- 13° La référence au devis / au BPU / à la DPGF le cas échéant ;
- 14° La révision appliquée le cas échéant.

Renseignements concernant le système Chorus : Siret du Pouvoir adjudicateur : 18004401800026

Les services émetteurs de commandes peuvent indiquer leurs codes de facturation Chorus sur leurs bons de commandes.

#### **14.2.Acomptes**

En application des dispositions de l'article L. 2191-4 du code de la commande publique, pour le lot 3 qui comprend des frais de routage des dossiers et des frais postaux, le prestataire pourra faire une demande d'acompte correspondant aux frais de routage et aux frais postaux.

#### **14.3.Périodicité des paiements**

Le paiement intervient à la fin de la mission pour les lots à prix forfaitaire et à la fin de l'exécution d'un bon de commande pour les lots à prix unitaires.

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations, plus particulièrement, le paiement intervient à la réception des livrables signés entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire, après constatation du service fait.

En ce qui concerne les réunions et les formations, le paiement se fera sur le réel exécuté entre distanciel ou présentiel.

#### **14.4. Régime et délais de paiements**

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2192-12 à R.2192-24 du Code de la Commande Publique.

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R 2191-26 du Code de la commande publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R 2192-10 du Code de la commande publique.

#### **14.5.Intérêts moratoires**

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **15. ENGAGEMENTS DU CANDIDATS EN MATIERE DE RESPONSABILITE SOCIETALE (RSE)**

---

### **15.1.Engagements sociaux du Titulaire (lots 1, 2 3 et 4)**

S'inscrivant dans le PNAD 2022-2025 (Plan National pour des Achats Durables), la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 modifié l'article L 2112-2-1-1 du Code de la Commande Publique en imposant l'intégration de clauses *d'exécution « prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées »*.

Soucieux d'encourager cette démarche et de favoriser l'intégration sociale des populations éloignées de l'emploi, le Pouvoir Adjudicateur attend du Titulaire du présent marché qu'il s'engage de façon concrète et transparente afin de faciliter l'insertion dans le monde du travail de personnes éloignées de l'emploi ou mesure destinées à développer la formation de personnes en cours d'apprentissage (proposition de stages, partenariat avec des écoles professionnelles .. ).

Les engagements du Titulaire sur ce sujet sont rappelés en annexe 2 de l'Acte d'Engagement et feront l'objet à l'issue du marché, d'un rapport au Pouvoir Adjudicateur accompagnant la dernière facture transmise. Ce bilan retrace les démarches entreprises concrètement dans ce domaine et les propositions d'actions à venir.

La non-production de ce rapport ainsi que l'absence de mesures conforme aux engagements feront l'objet de pénalité conformément aux dispositions de l'article 15 du présent document.

### **15.2.Engagements environnementaux du Titulaire (lot 3)**

S'inscrivant dans le PNAD 2022-2025 (Plan National pour des Achats Durables), la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 en son article 35 complète l'article L. 2111-2 du Code de la Commande publique par la mention « Ces spécifications techniques prennent en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale. »

Soucieux d'encourager cette démarche, le Pouvoir Adjudicateur attend du Titulaire du présent marché qu'il s'engage de façon concrète et transparente sur des mesures permettant de limiter au minimum l'empreinte carbone de son activité et de réduire les déchets au maximum.

Les engagements du Titulaire sur ce sujet sont rappelés en annexe 3 de l'Acte d'Engagement et feront l'objet à l'issue du marché, d'un rapport au Pouvoir Adjudicateur accompagnant la dernière facture transmise. Ce bilan retrace les démarches entreprises concrètement dans ce domaine et les propositions d'actions à venir.

La non-production de ce rapport ainsi que l'absence de mesures conforme aux engagements feront l'objet de pénalité conformément aux dispositions de l'article 15 du présent document.

## **16.PENALITES**

---

Ces pénalités sont, par principe, appliquées par précompte sur les acomptes dus au Titulaire. En cas d'impossibilité d'application desdites pénalités lors du mandatement, les pénalités font l'objet d'un titre de recette adressé au Titulaire.

Toutes les infractions sont constatées par le Pouvoir adjudicateur ou tout contrôleur désigné par celui-ci, qui tient lieu d'un unique formalisme pour appliquer les pénalités correspondantes.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

#### **16.1. Pénalités pour travail dissimulé**

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, le Pouvoir Adjudicateur, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au Pouvoir Adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € TTC par jour ouvré de retard.

#### **16.2. Pénalités de retard**

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations défini dans les dispositions du CCTP est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 250 € par jour ouvré de retard.

Elles prendront effet à compter du délai contractuellement défini par références aux périodes calendaires dûment acceptées par le titulaire (conformément au calendrier mentionné dans le CCTP au moment de la commande pour l'exécution de la prestation en tenant compte, le cas échéant, de l'octroi au titulaire d'une prolongation de délai d'exécution.

#### **16.3. Pénalité pour absence aux rendez-vous**

Le titulaire est tenu de faire droit aux éventuelles demandes de rendez-vous du Pouvoir adjudicateur et d'assister ou de se faire représenter aux réunions fixées. Il sera appliqué une pénalité de 50.00 € pour chaque absence constatée, étant précisé qu'un retard de plus d'1/2 heure équivaut à une absence. Toutefois, elle peut ne pas être appliquée si une justification valable est fournie au pouvoir adjudicateur, au plus tard 48 heures suivant le rendez-vous. Cette pénalité sera applicable de plein droit sans mise en demeure.

#### **16.4. Pénalité en cas de retard des livrables**

Lorsque le délai contractuel de livraison d'un livrable, éventuellement assorti d'une prolongation de délai, est dépassé, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité, dès le lendemain du jour où le délai contractuel est expiré. Les délais sont rappelés dans le déroulé du CCTP.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, la pénalité est forfaitaire, elle s'élève à 300 € par jour ouvré de retard dans la remise du ou des rapports attendus.

Cette pénalité s'applique pour toute demande de document propre au suivi de l'exécution du marché.

#### **16.5. Pénalité pour non-respect des engagements environnementaux et/ou sociaux**

En cas de non-respect des engagements environnementaux et/ou sociaux sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans son offre technique il encourt une pénalité de 500 € par manquement constaté (absence de bilan annuel, non-transmission des documents attestant de la réalisation des engagements, non-réalisation d'un ou plusieurs engagements).

### **17. DOCUMENTS A FOURNIR PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE**

---

#### **16.1. Assurance**



Conformément à l'article 9 du CCAG, le titulaire doit pouvoir attester dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché qu'il est titulaire d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus au titre des prestations à réaliser et dont il peut être déclaré responsable. Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations à réaliser et dont il peut être déclaré responsable.

Il doit être en mesure de fournir l'attestation en vigueur à tout moment durant l'exécution du marché.

### **17.1. Justificatifs sociaux et fiscaux**

Conformément aux dispositions de l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire du présent marché doit fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de vigilance émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- Lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à R. 1221-12 L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.
  - o Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
    - o 1° Sa date d'embauche ;
    - o 2° Sa nationalité ;
    - o 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si les documents ne sont pas fournis, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit respecter les prescriptions de l'article D. 8222-7 et D.8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les justificatifs qui y sont énumérés.



## **18.NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES**

---

Le Titulaire doit notifier à l'établissement de crédit ou à la société d'affacturage bénéficiaire de la cession, de l'affacturage ou du nantissement de créance, l'adresse comptable chargé du paiement.

## **19.RESILIATION**

---

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou insatisfaisante des prestations par le Titulaire, le Cnous peut décider de mettre fin au présent marché sans indemnités.

Cette décision de résiliation ne peut intervenir qu'après mise en demeure restée infructueuse adressée au Titulaire l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Dans tous les autres cas, la résiliation du marché peut être prononcée à tout moment par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, conformément à l'article 83 de la loi n°2013-1203 du 23 décembre 2013, en cas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code de travail, doit lui enjoindre aussitôt de faire cesser sans délai cette situation. Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux (2) mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

À défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

## **20.LITIGES**

---

### **19.1 - Règlement à l'amiable**

En cas de différend entre les parties au marché, les parties au marché tentent de régler à l'amiable leurs litiges dans les conditions fixées à l'article R.2197-16 du code de la Commande Publique.

### **19.2 - Tribunal compétent**

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise conformément aux dispositions de l'article R 312 – 11 du code de justice administrative.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 boulevard de l'Hautil  
BP 30322  
95027 Cergy-Pontoise cedex  
Tel : 01 30 17 34 00

## **21.DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

---

Les articles du présent CCAP dérogent aux articles CCAG-FCS sont les suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
4	4.1 et 4.2.1

16	14.1.3
16.2	14.1